

Grand débat national
Compte-rendu Réunion publique n°1
organisée le 24 janvier 2019 de 18h à 20h à l'Hôtel de Ville

Déroulement et ambiance de l'événement :

- Environ 65 personnes présentes ; près de 50 interventions. Large représentativité avec différentes catégories de publics (représentants des gilets jaunes, actifs, retraités, chefs d'entreprise, personnes atteintes de handicap...). Public non exclusivement trouvillais mais absence de la strate 15 - 35 ans. Presse présente (écrite et audiovisuelle). Ambiance courtoise avec écoute mutuelle et mesure dans les propos exprimés. Durée 2 heures.

Le Maire a ouvert le débat en présentant les modalités du débat national et en rappelant que cette réunion avait pour vocation d'écouter, sans jugement, les doléances et propositions des personnes présentes.

Doléances - Constats

Dépenses publiques :

- Mieux identifier à quelles fins les fonds publics sont utilisés
- Incompréhension liée au sentiment que les taxes et la masse salariale de l'Etat augmentent alors que les services publics diminuent
- Réduire le nombre de députés, les avantages en nature et la durée du maintien des traitements alloués une fois les mandatures terminées. Même si cela représenterait peu dans le budget de l'Etat, cette action serait perçue comme un acte symbolique (ex : F. Hollande cité comme étant contre les paradis fiscaux et acceptant pourtant de percevoir sa rente de 30 000 euros mensuels)
- Contrôle de la Cour de comptes reconnu et apprécié mais impression que rien ne change malgré leurs recommandations
- Si les services publics étaient gérés par le secteur privé, le coût serait beaucoup plus élevé ; il semble donc regrettable d'attaquer inutilement les fonctionnaires
- Une logique financière seule a souvent pour conséquence l'embauche de personnels moins qualifiés ou moins instruits
- Opposition à la baisse du nombre de fonctionnaires surtout dans certains secteurs (ex : EPHAD)
- Revaloriser au contraire les salaires des personnels aidants (hospitaliers normalement).

Fiscalité :

- Ras-le-bol fiscal
- Inégalités sociales (Indice de Palma cité)
- Faire participer tout le monde – Cas des personnes non imposables
- Lutter contre l'optimisation ou l'évasion fiscale (ex : GAFA...) et récupérer les fonds perdus
- CSG utile car reversée intégralement à la sécurité sociale
- CICE : assurer un meilleur contrôle des crédits d'impôts accordés afin qu'ils soient effectivement destinés à l'emploi et à l'investissement
- Faire davantage participer fiscalement les grands patrons ; imposer davantage les plus aisés
- Sentiment de déclassement de la classe moyenne
- Limiter les impôts locaux aux taux de l'inflation
- Limiter le coût de l'essence afin que les déplacements liés au travail ne soient pas pénalisants pour l'emploi
- ISF (et transition écologique) à débattre de nouveau (citation de la « théorie du ruissellement »)

Démocratie – Institutions :

- Plus de débats démocratiques
- Mieux expliquer rôles et missions des différentes collectivités ou instances (communautés de communes etc.)
- Constat de baisse de la qualité du service public
- Les 35 heures empêchent de percevoir un meilleur salaire et ont créé un désintérêt pour le travail tout en amplifiant la fracture sociale
- Tissu industriel appauvri
- Constat de la violence actuelle et d'un climat général de suspicion entre catégories
- Crainte de ne pas pouvoir assurer un avenir serein pour les enfants
- Sentiment de mépris et d'être « endormis »
- Mouvement des gilets jaunes probablement durable en raison du malaise profond de la société et d'un sentiment de maltraitance
- Smic à 100 euros mis en cause car 80 euros sur les 100 sont réservés aux seuls bénéficiaires de la prime d'activité
- Sentiment « d'enfumage » et de gouvernants trop placés sur un piédestal
- Priorité : résoudre le chômage (notamment celui des jeunes) car entraînerait un effet positif en chaîne sur les autres sujets
- Trop de différences entre la pauvreté, la classe moyenne et les classes très aisées

Union européenne :

- Plus de riches et plus de pauvres
- Mise en cause de l'article 63 du Traité : on devrait pouvoir s'opposer à la libre circulation des capitaux
- L'Europe reste une belle idée car elle est en paix depuis 70 ans
- Unifier fiscalement et socialement afin qu'il n'y ait pas d'opposition entre les travailleurs
- Harmoniser les SMIC et les diplômes afin d'éviter toute concurrence déloyale

Propositions - Vœux :

- Pour les retraites, revenir au taux de CSG précédent
- Retraites et pensions d'invalidité à indexer sur l'inflation et le coût de la vie. Crainte de ne plus être remboursés à l'avenir
- Handicap : réduire le temps d'instruction des aides financières, en matériels et en moyens humains (auxiliaires de vie) liées au handicap (estimé à 17 mois aujourd'hui dans le Calvados). Pendant ce délai d'attente, le corps se dégrade
- Dégel du point d'indice des fonctionnaires
- Communication renforcée : établir des documents récapitulatifs sous format électronique mais aussi en impression (car tout le monde n'a pas accès à Internet) des projets et de leurs financements. A l'échelle du département et de la région également.
- Organiser des réunions municipales régulières pour présenter les projets ou ce qui est réalisé permettant une information plus accessible et moins technique qu'en Conseil municipal. (Validation de la faisabilité par M. le Maire)
- Faire accéder à ce débat national les personnes handicapées, à l'hôpital ou en maisons de retraites
- Moins de lourdeur administrative
- Plus de clarté et de transparence (exemple cité : les encaissements de l'Etat des droits de mutation n'apparaissant pas dans le budget)
- Expliquer clairement le budget dans les journaux municipaux
- Liberté de pouvoir travailler plus (exemple du boulanger taxé après avoir ouvert et travaillé 7J sur 7)
- Si dette importante au sein d'une collectivité : possibilité de diminuer la mandature ?
- Ne pas se limiter à une vision financière de la dette mais rappeler concrètement à quoi elle est utile (employeurs locaux, lien social, service public)
- Soutien et défense des fonctionnaires, dont le travail est utile
- Défendre l'égalité de manière générale
- Mieux respecter les gens qui ont du mal à vivre et tenter de vivre une journée comme eux pour mieux les comprendre ; être plus à l'écoute des publics en difficulté ou peu instruits
- Augmenter les petits salaires car cela génère un dysfonctionnement de l'emploi en général (exemple du peu d'attractivité des postes proposés par les restaurateurs mais aussi du problème des « faux chômeurs » revenant à l'emploi le temps de percevoir de nouvelles allocations)
- Revaloriser le travail, les besoins primaires et les loisirs.

Points de contribution divers apportés au débat ou mis en avant par les participants :

- La qualité du service public, de la solidarité et de la protection sociale en France
- Information communiquée à tous quant à la ventilation des dépenses de l'Etat pour 1 000 euros
- Indication rappelant que 60 % des impôts reviennent aux contribuables
- L'imposition permet la redistribution.

Le Maire a apporté au public des précisions sur les sujets suivants :

- L'impact qu'aurait une forte réduction du nombre de députés sur leur niveau de connaissance des besoins de leurs électeurs
- A la question récurrente : où vont nos impôts ? Il est rappelé que ces informations sont disponibles dans les documents du budget de l'Etat et des lois de financement mais également dans les rapports de la Cour des Comptes, librement accessibles sur Internet
- Constat du décalage existant entre les délibérations nécessairement succinctes présentées en conseil municipal et l'importance réelle de certains dossiers des communes
- Les impôts locaux ont peu augmenté mais cela implique une baisse des investissements, des emprunts et des embauches
- La dette de la commune est liée à un programme d'investissement élevé et aujourd'hui terminé ; cette dette est parfaitement supportable car conforme au taux d'imposition général
- Présentation des services de l'OCDE et du G20 dédiés à la lutte contre l'évasion fiscale. Information du projet de l'Etat de répartir et collecter l'impôt sur les lieux où les entreprises sont réellement implantées
- L'importance de comprendre et d'accepter la libre circulation des capitaux en la distinguant des problématiques de lutte contre l'optimisation fiscale.